Napoléon, héritier des rapports entre l'Espagne et la France révolutionnaire (1795-1804)

Lluís Roura I Aulinas

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1648>

DOI : 10.4000/ahrf.1648

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 7-18

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Lluís Roura I Aulinas, « Napoléon, héritier des rapports entre l'Espagne et la France révolutionnaire (1795-1804) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 336 | avril-juin 2004, mis en ligne le 20 février 2006, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1648> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1648>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Napoléon, héritier des rapports entre l'Espagne et la France révolutionnaire (1795-1804)

Lluís Roura I Aulinas

- 1 L'alliance entre la France et l'Espagne s'est montrée dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle beaucoup plus durable que ne le laissait présager le pacte de famille signé en 1762. Ainsi, malgré la Révolution, la monarchie espagnole est restée une alliée jusqu'à l'exécution de Louis XVI. Cette dernière poussa les deux pays vers la confrontation armée qui opposait les monarchies européennes à la France révolutionnaire. La Paix de Bâle, en juillet 1795, rétablit les bases d'un renouvellement de l'alliance entre l'Espagne et la France qui allait durer jusqu'à 1808. Ainsi, de façon surprenante, la monarchie contre-révolutionnaire espagnole de Charles IV devint successivement alliée de la France républicaine et révolutionnaire, du Directoire, du Consulat et de l'Empire.
- 2 La Paix de Bâle (juillet 1795) et le traité de San Ildefonso (août 1796), qui occupent une position presque centrale dans la période comprise entre 1789 et 1808, représentent le moment paradigmatique d'une alliance dont les motivations de fond montrent une claire continuité, malgré les changements que connaît la France révolutionnaire.
- 3 Les formulations de la paix de Bâle n'expriment qu'à peine les véritables intentions politiques et économiques des signataires, à l'exception de la volonté de mettre fin à la guerre. Les intentions de la France sont très souvent exprimées au cours des négociations dans la correspondance diplomatique. « Quelle sera la base du traité ? [s'interrogeait un correspondant anonyme] Sans doute le rétablissement des anciens rapports de commerce et d'amitié [...]. Chaque délai dans les négociations amène des nouvelles pertes pour notre industrie, pour nos approvisionnements, pour notre marine ; pour notre système politique [...]. [Dès 1793] nos négociants établis en Espagne furent chassés et leurs biens séquestrés. L'Angleterre s'empara de leur commerce, nous perdîmes l'empire de la Méditerranée, la traite de piastres, les matières premières de l'Espagne et nous lâchâmes un ennemi de plus contre nos malheureuses colonies [...] »¹.

- 4 Les motivations d'une alliance avec l'Espagne étaient claires pour la France. Mais quelles étaient celles de l'Espagne ? Faute de raisons évidentes, ces dernières doivent être recherchées dans les réflexions de quelques personnalités attachées au pouvoir, ainsi que dans les circonstances propres à certaines décisions. La conscience d'une infériorité militaire vis-à-vis de la France - directement exprimée en diverses occasions par Aranda, et partagée, en grande partie par Godoy avant 1793 - a tout d'abord joué pour favoriser l'amitié avec un voisin considéré comme plus puissant. Ensuite, persistait évidemment la raison principale qui avait prévalu dans la signature des pactes de famille du dix-huitième siècle : la lutte contre l'hégémonie navale britannique dans les océans et contre la menace qu'elle représentait pour le commerce colonial². L'absence de véritables raisons politiques pour la déclaration de guerre en 1793 renforce notre argumentation : les erreurs de la politique de Floridablanca et la sauvegarde de l'honneur dynastique ont été suffisantes, après janvier 1793, pour sortir de la commode continuité des accords de famille qui caractérisait la conduite diplomatique de la monarchie espagnole, faute d'une véritable politique internationale. Ainsi, la paix de 1795 venait mettre fin à un conflit lourd et rapprochait à nouveau les deux États autour d'intérêts convergents : le renforcement de la reconnaissance internationale de la France et de l'Espagne, la volonté d'établir un frein à l'expansionnisme colonial britannique et la recherche de son isolement politique sur le vieux continent, l'espoir enfin d'ouvrir des nouvelles perspectives au commerce colonial, mais aussi au commerce entre les deux pays.
- 5 Cependant, le pacte de San Ildefonso (18 août 1796), motivé par la volonté de retenir l'ambition coloniale anglaise et par l'espoir de capitaliser le dénouement de la guerre en Italie, rendait la politique extérieure espagnole dépendante des initiatives françaises. Cette réalité était bien sûr liée à des raisons strictement politiques, mais surtout aux limitations qui entraînaient l'endettement et la paralysie économique provoqués par la guerre contre la Convention. Le conflit avec l'Angleterre (à partir d'octobre 1796) ne fit qu'aggraver les choses. Militairement, l'Espagne connut sa première grande défaite navale depuis la fin du XVI^e siècle (bataille du cap Saint Vincent, février 1797) ; politiquement, la crise interne s'accrut, conduisant à la destitution momentanée de Godoy (mars 1798) ; économiquement, la paralysie du commerce maritime et des manufactures catalanes conduisit à la perte du contrôle des prix des céréales qui connaissaient une forte hausse, et à l'effondrement des finances publiques en raison d'une forte croissance des dépenses militaires et d'une radicale réduction des recettes. Par ailleurs, après s'être laissée entraîner par la France dans la guerre, l'Espagne n'eut qu'une faible capacité d'intervention dans les négociations pour la paix. En effet, les questions qui intéressaient l'Espagne (la perte de l'île de Trinidad et la revendication de Gibraltar) sont restées complètement en marge dans les négociations qui échouèrent à Lille aussi bien qu'à Campoformio (octobre 1797). Finalement, la perte de Minorque en novembre 1798 apparut comme le coup de grâce à la crise politique intérieure qui affectait le gouvernement de Charles IV.
- 6 Il n'est pas étonnant, dans une telle situation, de voir que les initiatives françaises devinrent déterminantes dans l'évolution politique de l'Espagne, y compris en politique intérieure³. Ceci explique le bilan dressé en 1808 par Antoni de Capmany, pour qui la paix de Bâle fût « précipitée et insensée » parce qu'elle avait été inséparable du traité de San Ildefonso (de 1796) par lequel, selon le savant catalan, « l'Espagne devint esclave et tributaire de la France à perpétuité [...] victime de pertes et de ruines incalculables

dans notre commerce et notre navigation, dans la marine militaire et dans nos fabriques, toute communication avec les Indes ayant été interrompue [...] »⁴.

- 7 L'observation de Capmany, faite en 1808, suppose l'existence d'une claire continuité dans les relations entre l'Espagne et la France pendant le Directoire, le Consulat et l'Empire. Une observation qui me paraît tout à fait pertinente, même si l'essentiel de l'historiographie de la période n'y fait pas référence. À mon avis, les bases de cette continuité reposent non seulement sur des questions de fond, mais aussi sur le fait que ce fut pendant le Directoire puis, bien sûr, sous le Consulat que Napoléon prit conscience du déséquilibre des rapports entre l'Espagne et la France, de l'attitude la plus convenable à adopter du côté de la France et de l'admiration que son image suscitait en Espagne. Au même moment, on peut observer durant la période comprise entre 1793 et 1804 certaines initiatives et réflexions (tant côté français qu'espagnol) qui peuvent être perçues comme un indéniable précédent à quelques décisions adoptées postérieurement par Napoléon à l'égard de l'Espagne, en particulier celles de 1808, décisions dont l'originalité était habituellement attribuée à l'empereur.

8 1.

- 9 Napoléon, qui après mars 1796 allait jouer un rôle de plus en plus important sous le Directoire, ne restait certainement pas dans l'ignorance du déséquilibre des rapports avec l'Espagne. C'est en juin 1796 qu'eut lieu la première rencontre entre Bonaparte et l'ambassadeur espagnol à Rome, Nicolás de Azara, qui allait agir comme intermédiaire entre les intérêts de la France et de Rome. En 1797, Bonaparte le couvrit d'éloges dans une lettre qu'Azara fit publier dans la *Gazeta Universal* de Florence. À partir de ce moment, apparaît clairement une sympathie réciproque à laquelle l'un et l'autre savaient qu'ils pouvaient recourir le cas échéant⁵. Le général n'ignorait pas la fragilité politique de la monarchie espagnole, ni sa faiblesse et sa soumission aux pressions de la France (comme on avait pu le constater aux négociations de Lille avec l'Angleterre ou dans les traités de Campoformio avec l'Autriche, en septembre et octobre 1797).

- 10 Par ailleurs, on suivait en Espagne de très près la trajectoire du général Bonaparte, dans la mesure où la *Gazeta de Madrid* publiait régulièrement les nouvelles de la guerre d'Italie⁶, de la même manière qu'elle allait recueillir régulièrement les informations relatives à l'expédition d'Égypte. La *Gazeta*, qui paraissait deux fois par semaine, publiait dans tous ses exemplaires des nouvelles de Paris (dont une partie significative étaient obtenues du *Moniteur*). Ni la monarchie et son gouvernement, ni les secteurs cultivés de la société espagnole n'étaient donc dans l'ignorance de la fulgurante ascension de Napoléon, dès ses premières étapes. L'admiration que le général Bonaparte suscitait en Espagne par ses campagnes était connue dans les milieux français⁷ et en particulier de Bonaparte lui-même.

11 2.

- 12 À partir du mois d'août 1797, certains éléments du scénario diplomatique mis en œuvre par le Directoire peuvent être considérés comme le point de départ d'initiatives politiques napoléoniennes ultérieures relatives à la péninsule Ibérique.

- 13 Il en est ainsi tout d'abord des considérations et des projets à l'égard du Portugal. Ces derniers s'ajoutaient à ceux que Bonaparte présentait dans le même temps au Directoire dans le but d'envahir l'Angleterre. L'intention du Directoire au début de 1798 - comme celle du Consul Bonaparte en 1801, et surtout celle de l'empereur Napoléon en 1808 - était d'envahir le Portugal, après avoir constaté l'échec de l'accord signé en août

1797, toujours considéré comme humiliant par la monarchie portugaise. L'objectif explicite était de rompre l'alliance entre le Portugal et l'Angleterre, mais aussi de renforcer en parallèle les liens avec l'Espagne pour ne pas renoncer à contrôler les décisions politiques d'un allié perçu comme subordonné et pour disposer de moyens de pression suffisants à son égard. Cette pression allait se concrétiser par les machinations diplomatiques contre Godoy - qui résistait à prendre des initiatives contre le Portugal -, mais aussi par la recherche d'une initiative militaire pleine de signification quand on l'observe à la lumière des événements de 1808. En effet, le Directoire ordonna la concentration de troupes près de la frontière, au Boulou, sous le commandement du général Augereau (avril 1798). Le prétexte était celui de garantir l'ordre dans le département pendant les élections. Cependant, Cabarrús, l'envoyé spécial de la monarchie espagnole à Paris, écrivait à Saavedra qui était alors le responsable du gouvernement espagnol : « On affirme de toute part qu'il existe un projet pour introduire des troupes en Espagne, jusqu'à 50 000 Français, dans le but de marcher sur le Portugal mais avec l'intention mal dissimulée de nous éliminer »⁸.

- 14 On ne peut pas écarter, en même temps, la survivance de l'écho de certains projets qui avaient été formulés à la veille de la guerre entre la France et l'Espagne. C'est le cas, par exemple, de la proposition de l'abbé Expilly au ministre des affaires étrangères, Lebrun, le 17 décembre 1792. Il s'agissait de faire admettre aux alliés espagnols l'entrée de 10 000 gardes nationaux français dans les garnisons de Pampelune, Jaca, Urgell, Figueras et Benasque, en contrepartie - et garantie - de l'acceptation de la neutralité espagnole. Expilly proposait aussi que la République française prenne l'Espagne sous sa protection immédiate⁹. Ce projet semble à certains égards précurseur des décisions prises par Napoléon en 1808, à l'occasion du traité de Fontainebleau : procéder tout d'abord à l'introduction en Espagne de l'armée française sous prétexte d'aller lutter contre le Portugal, puis s'emparer des forteresses de Barcelone et Pampelune, et finalement profiter de l'occasion pour, le cas échéant, s'emparer du pouvoir en Espagne. Une véritable peur qu'un pareil stratagème puisse se concrétiser apparut dans certains secteurs de l'opinion espagnole. Ainsi, en janvier 1801, Azara écrivait à Bernardo de Iriarte : « L'ordre d'envoyer des troupes au Portugal vient de nous parvenir [...] Seuls nous ne pouvons le conquérir mais si les Français viennent, la révolution est faite, malgré les bonnes paroles et les mesures de sécurité dont nous disposons »¹⁰. En juillet 1801, le même Godoy essayait de faire accepter à Napoléon la limitation de la présence des troupes françaises à 15 000 hommes¹¹.
- 15 Le poids des intérêts pour l'Italie persistait par ailleurs toujours parmi les objectifs prioritaires de la monarchie espagnole. L'intérêt pour Naples était lié à Ferdinand IV, le frère du roi d'Espagne. À Parme, l'objectif de la monarchie espagnole consistait à garantir les droits dynastiques au duc Louis, marié avec Marie-Louise, fille des rois d'Espagne. Enfin, la monarchie « catholique » se devait de protéger les États pontificaux, sans oublier les intérêts des nombreux Espagnols qui résidaient alors à Rome. Par son expérience de l'Italie, Bonaparte eut donc l'occasion de constater que la monarchie espagnole était disposée à de nombreuses concessions pour préserver ses intérêts italiens, en particulier ceux de Parme en cherchant des garanties pour la souveraineté et pour l'agrandissement du domaine territorial de cet État. En même temps, Bonaparte acquérait le sentiment d'être le maître de cette péninsule en sachant que son prestige militaire, mais aussi politique, publiquement reconnu, avait été obtenu par l'épopée militaire italienne.

- 16 Bonaparte assista enfin comme simple spectateur à une crise politique espagnole très significative : celle qui écarta Godoy du pouvoir en mars 1798. Désormais, pour Napoléon comme pour les observateurs de la France, Godoy n'est plus considéré comme le personnage tout-puissant et intouchable de la monarchie espagnole qu'il fut et qu'il deviendra de nouveau plus tard. Napoléon aura l'occasion de le mettre en évidence en 1801, 1803 et, particulièrement, en 1806 et 1808.
- 17 3.
- 18 On connaît les répercussions de Brumaire sur les rapports entre la France et l'Espagne¹². Dans un contexte de crise politique et économique, le coup d'État du 18 Brumaire fut en général bien accueilli en Espagne, même si des attitudes diverses et contradictoires ont existé. À côté de ceux, comme Charles IV, qui voyaient en Napoléon l'espoir d'en finir avec la menace de la Révolution et qui manifestaient leur admiration pour le personnage, d'autres exprimaient leurs craintes et s'opposaient à l'alliance avec la France ou se méfiaient de l'imprévisibilité politique de Bonaparte. Dans tous les cas, la période du Consulat n'amena aucun changement important dans l'alliance entre l'Espagne et la France. Cette dernière maintint une attitude hégémonique et interventionniste dans la politique espagnole. La pression sur l'Espagne continua au travers du désir de la monarchie d'agrandir le domaine du duché de Parme, désir dont la France essayait de profiter pour obtenir la Louisiane, pour promouvoir de nouveau le projet d'invasion du Portugal et pour disposer de navires espagnols destinés à secourir les troupes françaises en Méditerranée.
- 19 Napoléon envisageait la conquête du Portugal non seulement comme le moyen de bloquer le commerce d'Angleterre, mais surtout comme l'anéantissement d'une base navale britannique dans l'Atlantique et dans l'accès à la Méditerranée. Les résistances du premier secrétaire d'État espagnol du moment, le réformiste Urquijo, à suivre les indications que Bonaparte formulait dans cette direction, menèrent ce dernier à favoriser une nouvelle crise du gouvernement espagnol qui allait conduire, en décembre 1800, à la chute de cet homme politique basque et au retour au pouvoir de Godoy à partir du début 1801. Ainsi, les initiatives de Napoléon par rapport à l'Espagne s'inscrivaient dans la poursuite de l'interventionnisme du Directoire dans les affaires intérieures et extérieures de ce pays.
- 20 De retour d'Égypte, Napoléon s'entretint encore durant quelques jours à Paris avec Nicolas de Azara, qui avait été démis par Urquijo de ses fonctions d'ambassadeur d'Espagne en août 1799. Il est vraisemblable que Bonaparte ait profité des conversations avec son « ancien ami » Nicolas de Azara (ambassadeur espagnol à Paris depuis mai 1798) pour se mettre au courant de la situation politique en Espagne, et pour connaître le point de vue d'un homme averti sur la situation du gouvernement français¹³. Bonaparte aurait donc été informé de la crise politique espagnole et des idées qui dominaient dans la cour de Madrid, particulièrement de l'opinion selon laquelle Urquijo maintenait des étroits rapports avec « le parti des perturbateurs de la France »¹⁴. Le premier Consul envoya donc des instructions précises à Alquier, son ambassadeur à Madrid depuis le 2 décembre 1799 : « la seule règle qu'on puisse donner en ce moment à l'ambassadeur de la République est d'étudier les hommes du Gouvernement et ceux qui les entourent et de n'avoir avec eux aucun rapport de confiance et de familiarité »¹⁵. En septembre 1800, les indications de Napoléon pour l'ambassadeur en Espagne étaient catégoriques : il était nécessaire que les troupes espagnoles fussent maîtresses du Portugal avant le 15 d'octobre¹⁶. Alquier ne réussit pas

à transmettre à Bonaparte la sympathie qu'il éprouvait pour Urquijo. De ce fait, le général Berthier fut envoyé en juillet 1800, sans aucun titre diplomatique apparent, comme plénipotentiaire en Espagne ¹⁷. Bonaparte considérait en effet comme fondamental de disposer d'un représentant en Espagne de toute confiance (il ne lui suffisait donc pas qu'Alquier fût un homme de confiance de Talleyrand). Finalement, le 7 novembre, Bonaparte remplaça Alquier par son frère Lucien comme ambassadeur à Madrid, en même temps qu'il écrivit directement au roi d'Espagne, soulignant que la guerre contre le Portugal accélérerait la paix et offrirait à l'Espagne les moyens de se dédommager des pertes et des dépenses antérieures ¹⁸. Il n'est pas étrange, donc, que Bonaparte, en ayant joué un rôle déterminant dans le retour de Godoy au pouvoir¹⁹, se soit senti à partir de ce moment comme maître de la situation espagnole.

- 21 La guerre du Portugal allait cependant devenir une des premières raisons de l'affrontement entre Napoléon et Godoy, seulement quelques mois après que Bonaparte eût favorisé son retour au pouvoir, précisément parce que le Prince de la Paix s'était montré beaucoup plus disposé à faire pression sur le Portugal qu'Urquijo. Comme je l'ai signalé plus haut, Napoléon était convaincu que Godoy serait un personnage aisément manipulable. Ainsi, en février, Bonaparte envoya en Espagne le général Saint-Cyr pour diriger la guerre contre le Portugal ²⁰.
- 22 Le mépris que Bonaparte avait déjà pour Godoy s'exprimait alors dans une lettre au général Berthier. Après avoir indiqué qu'il devait faire connaître au gouvernement espagnol que Saint-Cyr devait être chargé de la direction de la guerre contre Portugal, il ajoutait : « le prince de la Paix, qui a pris le commandement en chef, n'est point militaire, ce qui rend nécessaire l'envoi d'un officier aussi distingué » ²¹. Bonaparte fut encore plus explicite le 9 avril 1801 par son refus d'accéder à la demande de Godoy d'obtenir un portrait du premier Consul : « je n'enverrai jamais un portrait à un homme qui tient son prédécesseur au cachot et qui emploie les moyens de l'Inquisition. Je puis m'en servir, mais je ne lui dois que du mépris » ²². Ces paroles exprimaient tout ce que l'on pouvait déjà percevoir dans les gestes. En effet, six mois auparavant, son comportement dans une situation similaire avait été toute différente : en octobre 1800, Bonaparte, sur des indications de Talleyrand et des dépêches de l'ambassadeur Alquier, avait ordonné de tenir la promesse faite à l'occasion de la Paix de Bâle, à savoir offrir à Godoy une armure damasquinée provenant de la fabrique de Versailles ²³.
- 23 Ce mépris pour Godoy deviendra indignation au moment où le Prince de la Paix prendra des initiatives (comme celle d'ordonner et d'accélérer l'attaque du Portugal, ou celle de signer la paix sans essayer d'arriver à une conquête complète du pays) qui échappaient aux accords ou aux décisions prises directement par Bonaparte, tel que l'on peut l'observer dans les lettres envoyées à son frère Lucien ainsi qu'au général Saint-Cyr ²⁴. L'irritation de Napoléon envers la monarchie espagnole et particulièrement envers Godoy aura en 1801 une énorme répercussion sur les événements postérieurs. On peut considérer que ce moment représente un tournant explicite dans les rapports entre les deux États. La contrariété de Napoléon va s'exprimer de façon immédiate. D'abord, la confirmation de la cession du Royaume d'Étrurie aux Bourbons de Parme, loin d'être une avantageuse compensation pour la perte de Parme (traité d'Aranjuez du 21 mars 1801), renforçait la dépendance de la monarchie espagnole par rapport à Bonaparte ²⁵. L'Espagne resta ensuite complètement en marge du processus qui allait mener à la Paix d'Amiens (25 mars 1802), comme le montre le peu d'intérêt de la France pour éviter la perte de l'île de Trinidad, tandis qu'à

Amiens l'Angleterre restituait le reste des colonies occupées. Enfin, Bonaparte répondit à l'attitude hésitante de l'Espagne à propos de la signature du traité de paix d'Amiens, par des propos énergiques envoyés aux responsables français en Espagne pour qu'ils fassent savoir à Godoy, à travers l'ambassadeur Azara, que « la paix sera signée, que l'Espagne y participe ou non ; et que le Premier consul [...] signera au nom du roi d'Espagne »²⁶. Rien d'étonnant dans ce contexte à ce que Godoy ait cru voir l'œuvre des intrigues napoléoniennes dans la révolte qui secouait Valence en 1801²⁷. Le bras de fer entre Godoy et Bonaparte dura jusqu'en 1803 et l'hostilité resta latente jusqu'à 1806. Les intentions neutralistes de Godoy et de Charles IV, clairement opposées à l'idée de l'alliance offensive de 1796 telle que la concevait Bonaparte, menèrent le premier Consul jusqu'à l'ultimatum à la monarchie espagnole (23 juin 1803)²⁸. On n'échappa à la rupture, et donc à la promesse d'une invasion militaire, que pour des raisons de circonstances dont une partie significative allait s'exprimer dans le traité des subsides signé à Paris le 22 octobre 1803²⁹. Bonaparte montrait par là l'absence de respect pour l'Espagne et sa volonté de balayer tout obstacle dans la subordination politique à la France, n'écartant même pas l'invasion militaire, même si cette dernière tenait plus de la menace que d'un réel objectif. L'accord des subsides n'était en réalité que l'achat fait par la monarchie espagnole de sa politique de neutralité, à travers la concession au Consulat du paiement de 6 millions de livres mensuelles (pour un montant de 72 millions), ainsi que de la libre utilisation des ports espagnols par la flotte française. Bonaparte n'épargna par ailleurs aucun geste d'humiliation à l'Espagne en vendant le 3 mai 1803 la Louisiane aux États-Unis pour 80 millions de livres, au mépris du compromis de Saint-Ildefonse signé avec l'Espagne le 1er octobre 1800. Dans ce dernier, la monarchie espagnole cédait la Louisiane en compensation de la promesse de l'attribution du royaume d'Étrurie à l'infant Louis de Parme. Par cette conduite, Bonaparte mettait en évidence qu'il se sentait absolument libre de respecter ou non tout accord signé avec la monarchie espagnole, même quand il en était le promoteur. Cette attitude annonçait les événements qui conduisirent à 1808.

- 24 Avec la proclamation de l'Empire et la nouvelle rupture avec l'Angleterre, les relations avec l'Espagne conservent la cohérence acquise sous le Directoire et le Consulat. Pour Napoléon, la subordination de la monarchie espagnole aux intérêts de sa politique restait indiscutable. Il ne me semble pas que Napoléon ait eu en 1804 de plan spécifique pour l'Espagne. Il n'en aura probablement pas non plus dans les années qui suivent. Il maintint cependant toujours une politique cohérente, plus explicite en raison du besoin de réponse aux affronts de la politique de Godoy. Une cohérence à laquelle il consacrait pas mal d'efforts et qu'on ne peut pas réduire aux humeurs et ambitions personnelles de Napoléon. La prudence avec laquelle il prenait les décisions, l'importance qu'il concédait au fait de disposer d'une information complète et rigoureuse comme élément préalable aux décisions politiques, la soigneuse sélection d'hommes de confiance pour les postes-clefs de la diplomatie, de l'armée, ou du pouvoir délégué étaient les piliers de cette cohérence. Il en fut ainsi jusqu'en 1808³⁰.
- 25 Néanmoins, une trop grande confiance en lui même et au poids de sa propre image allait devenir une des principales raisons de ses erreurs à l'égard de l'Espagne, surtout après 1808, mais aussi déjà pendant la période du Consulat. En effet, Napoléon n'échappait pas malgré tout au poids des clichés véhiculés par ses hommes de confiance. Ainsi, malgré sa volonté de ne concéder la priorité qu'aux informations de première main, sa vision fut toujours imprégnée par l'idée d'une Espagne imaginaire qui, pour l'essentiel, restait celle du lieu commun, non sans contradictions³¹. Dominait

l'image d'une Espagne incapable de s'opposer aux desseins d'une puissance telle que la France, une Espagne esclave du poids du clergé, de la superstition et de l'Inquisition, une Espagne arriérée à cause de ses retards économique, culturel et social séculaires, et à cause de l'incapacité de ses monarques, mais aussi dans le même temps, une Espagne forte en raison de sa puissance impériale (par son armée, mais surtout par sa flotte et par son potentiel d'outre-mer). Ces images que Napoléon avait de l'Espagne ont été renforcées par le fait qu'il n'avait jamais montré un intérêt, ou même une quelconque connaissance, pour l'histoire de l'Espagne. Ainsi, par exemple, à côté de ses nombreuses références à l'empire de Rome et à celui de Charlemagne, on ne trouve jamais une mention à l'empire espagnol de Charles V ou de Philippe II. Il est très probable qu'il méconnaissait aussi la géographie ou la littérature espagnoles ³². Cependant, seule l'expérience, avec ses réussites, mais aussi ses échecs, semble avoir guidé les décisions successives de Napoléon concernant la péninsule Ibérique. Napoléon saura éviter les erreurs commises entre 1799 et 1803 (telles que la confiance en Godoy, ou le fait de considérer l'Espagne comme un pays allié). Son excessive confiance en lui-même ne lui épargnera cependant pas de nouvelles erreurs, dont celles qui, à partir de 1808, allaient contribuer notablement à sa déroute militaire définitive, d'abord dans la guerre d'Espagne puis très vite dans l'ensemble de l'Europe.

- 26 Cette étude fait partie des projets de recherche BHA 2001-2509 de la "Dirección General de Investigación Científica y Técnica" et SGR 2001-00271 de la "Generalitat de Catalunya".

NOTES

1. AAE, Corresp. politique. Espagne, 637, f 138 s (24 germinal an III).
2. Il s'agissait des seuls arguments d'un certain poids exprimés par Charles IV le 5 octobre, dans le communiqué qu'il adressa aux *Consejos* de la monarchie, avec la déclaration de guerre à l'Angleterre (cf. *Gazeta de Madrid*, n.82 du mardi 11 octobre 1796, pp. 841-842).
3. Cf. dans ce sens le livre d'E. LA PARRA, *La alianza de Godoy con los revolucionarios (España y Francia a fines del siglo XVIII)*, Madrid, 1992, CSIC.
4. Antoni de CAPMANY, *Centinela contra franceses*, Madrid 1808 [je cite l'édition en espagnol de F. Etienvre, Londres 1988, Tamesis Books, pp. 83ss et 97]. Une pareille opinion sur la Paix de Bâle et le traité de San Ildefonso est exprimée par Alvaro FLOREZ ESTRADA dans son *Introducción para la Historia de la Revolución de España* (1810) [cf. l'édition publiée dans "Biblioteca de Autores Españoles" Madrid 1958, ed. Atlas, p. 232s).
5. Cf. *Memorias del Ilustrado aragonés José Nicolás de Azara. Edición y estudio de Gabriel Sánchez Espinosa*, Zaragoza, 2000, Institución Fernando el Católico (CSIC), pp. 31-35; voir aussi C. CORONA, J.N. Azara, *Un embajador español en Roma*, Zaragoza, 1948, et R. OLAECHEA, *Las relaciones hispano-romanas en la segunda mitad del XVIII. La Agencia de Preces*, Zaragoza, 1965.

6. *Gazeta de Madrid*, à partir du no 31 du 15 avril 1796.
7. Ainsi, par exemple, le *Journal des hommes libres* du 17 nivôse an V indiquait qu'à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la reine on a décoré l'opéra de Madrid aux couleurs de la République française, en l'honneur de Bonaparte et de sa victoire à Arcole (cité par E. LA PARRA, *op. cit.*, p. 70).
8. AHN, *Diversos. Fondo Cabarrús*, leg 20 (7-4-1798) [cité par E. LA PARRA, *op. cit.*, p. 155].
9. AAE, *Corresp. politique. Espagne*, supplément no 17, doc. 98, f 303. Voir aussi AN, F7 4398, n° 112.
10. Lettre du 13 janvier 1808, BNM, ms 20089 (cité par G. SÁNCHEZ ESPINOSA, dans *Memorias del Ilustrado Aragonés...*, *op. cit.*, p. 46).
11. *Ibid.*, p. 47.
12. Cf. Emilio LA PARRA, « *Les changements politiques en Espagne après Brumaire* », *A.H.R.F.*, n° 318, 1999, pp. 695-712.
13. Cf. *Memorias del Ilustrado Aragonés...*, *op. cit.*, pp. 435-436 : « il m'informa de sa campagne en Egypte et en Syrie, et de son voyage pour gagner Fréjus, puis il voulut connaître les raisons de ma mutation et l'état dans lequel se trouvaient les affaires avec ma cour. Il montra un désir encore plus fort à ce que je lui donne mon opinion sur le gouvernement français et je ne lui dissimulai pas son caractère monstrueux, ni le fait qu'il me semblait impossible qu'il puisse perdurer ». Azara, au mépris de toute modestie, s'attribue ensuite un rôle important mais discutable dans ses *Memoria* : « Je lui dit : Courage, de cela dépend le salut de la France et peut-être de l'Europe, mais j'ose cependant vous donner un conseil qui est de privilégier la réalisation de toute opération dans les quinze jours qui viennent car on n'obtiendra rien si l'on laisse passer la chaleur et l'enthousiasme que le peuple vous manifeste aujourd'hui [...]. Nous en restâmes là mais, peu de jours plus tard, eut lieu la révolution du 18 brumaire qui montra que mon conseil n'avait pas été perdu ».
14. Andrés MURIEL, *Historia de Carlos IV. Edición y estudio preliminar de Carlos Seco Serrano*, Madrid, 1959, ed. Atlas (B.A.E.), t. II, p. 184.
15. Mentionné par H. PERRIN DE BOUSSAC, *Un témoin de la Révolution et de l'Empire : Charles Jean-Marie Alquier (1752-1826)*, La Rochelle, 1983, p. 111.
16. *Correspondance de Napoléon Ier*, t. 6, p. 469 (lettre à Talleyrand, 30 septembre 1800).
17. *Id.*, pp. 426-427. Berthier était parti de Paris le 18 août et arriva à Madrid le 3 septembre. Il était chargé particulièrement de susciter par tous les moyens possibles l'entrée en guerre de l'Espagne contre le Portugal, et d'envoyer des rapports sur les ressources que l'Espagne pouvait offrir à la France.
18. Cf. *Correspondance de Napoléon Ier*, *op. cit.*, t. 6, p. 499. Lucien est arrivé à l'Escorial le 1er décembre, et Alquier partit autour du 25 du même mois.
19. Sans oublier évidemment le poids des nombreuses inimitiés que Urquijo avait récoltées pendant les mois de son gouvernement (cf. E. LA PARRA, *Godoy, la aventura del poder*, Barcelona, 2002, p. 230).
20. Sa mission, telle que le signalait Bonaparte à Talleyrand (4 février 1801), consistait à ce qu'« il puisse diriger toutes les opérations en prenant toutes les mesures propres à épargner l'orgueil castillan si les Espagnols sont vraiment résolus à faire la guerre » (*Correspondance de Napoléon Ier*, t.7, p. 3).
21. *Ibid.*, pp. 6-7 (4 février 1801). Ce fut précisément en janvier 1801 que le prestigieux général espagnol Tomás de Morla exprima à Godoy le désir qu'il prenne le commandement suprême de l'armée, en raison de ses mérites et capacités (cf. E. LA PARRA, *Manuel Godoy (...)*, *op. cit.*, pp. 234-235).

22.*Ibid.*, p. 112.

23.Selon H. PERRIN DE BOUSSAC (*op. cit.*, p. 122), le 20 octobre, Alquier « alla la remettre à Madrid, au Prince de la Paix, qui en fut enchanté ».

24.Lettres au général Berthier (4 février 1801), à Talleyrand (13 février 1801 ; 15 août 1801 - avec instructions pour Lucien Bonaparte - ; et 1er décembre 1801), au général Saint-Cyr (1 décembre 1801) : *Correspondance de Napoléon Ier*, t.7, pp. 3-4, 6-7, 21, 226-227 et 344-346.

25.Cf. André FUGIER, *Napoléon et l'Espagne*, Paris Alcan, 1930, vol. I, p. 111.

26.Note dictée au citoyen d'Hauterive, chef de la 2e division aux relations extérieures (Paris, 26 décembre 1801), dans la *Correspondance de Napoléon Ier*, t. 7, pp. 352-353.

27.Cf. GODOY M., *Memorias*, vol. II, pp. 346-347.

28.Cf. G. SÁNCHEZ ESPINOSA (éd.), *Memorias del Ilustrado aragonés José Nicolás de Azara*, Zaragoza 2000, Institución "Fernando el Católico" (CSIC), p. 49. Il ne me semble pas qu'il soit nécessaire de recourir, tel que l'a fait Carlos Seco, à l'« abîme entre les gestions d'Azara et la volonté de la cour de Madrid » à laquelle se référait l'agent de Godoy à Paris et rival d'Azara, Gómez Rombaud pour comprendre la décision de Napoléon (cf. C. SECO, « Estudio Preliminar » dans l'édition de l'*Historia de Carlos IV* d'Andrés Muriel, publié dans la B.A.E., Madrid, 1959, ed. Atlas, vol. I, p. XXVII et n. 51).

29.Cf. G. SÁNCHEZ ESPINOSA (éd.), *op. cit.*, pp. 49-52.

30.Rappelons l'intérêt particulier pour l'Espagne que Napoléon montrait à travers l'envoi de Berthier (l'un de ses généraux préférés, rencontré pendant la campagne d'Italie) en mission de confiance, l'envoi de son frère Lucien comme ambassadeur à Madrid à la place d'Alquier et d'Augereau (bras droit de Napoléon en Italie) à la tête de l'armée concentrée près des Pyrénées, l'envoi de Saint-Cyr au Portugal pour conduire l'armée franco-espagnole qui devait attaquer ce pays et, à partir de décembre 1801, pour occuper le poste d'ambassadeur à Madrid, etc. (voir sur ces questions, la correspondance de Napoléon avec Talleyrand, son ministre des affaires étrangères depuis novembre 1799 : *Correspondance de Napoléon Ier*, t. 5-9). Sur les informateurs et diplomates français en Espagne, cf. Henri PERRIN DE BOUSSAC, *op. cit.*, et G. DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution (1789-1804)*, Paris, 1892, Plon. Cf. aussi Ll. ROURA : « Un Estado muerto, pero una sociedad llena de vida. Napoleón y la diversidad española », dans A. Gil NOVALES (ed.), *La Revolución Liberal*, Madrid, 2001, Ediciones del Orto, pp. 13-25. L'importance des collaborateurs civils de Napoléon a été très soigneusement étudiée par Isser WOLOCH (*Napoleon and his Collaborators. The making of a Dictatorship*, London-New York, 2001); il faut espérer que quelqu'un mène une étude semblable sur ses collaborateurs militaires et, particulièrement, sur les collaborateurs plus directement engagés avec les intérêts ibériques.

31.L'abbé De Pradt signalait déjà en 1816 que Napoléon s'était construit une Espagne imaginaire, une Espagne à la française... (cité par A. FUGIER, *La Revolución Francesa y el Imperio napoleónico*, t. I, Madrid, 1967, ed. Aguilar, p. 1005).

32.On manque d'une étude spécifique sur Napoléon et sa connaissance de l'Espagne, mais l'opinion d'A. JOURDAN dans ce sens (voir *Napoléon, héros, imperator, mécène*, Paris, 1998, éd. Aubier, pp. 39 ss), qui s'appuie entre autres sur les travaux et témoignages d'A. Guillois, Berthier et G. Mouravít, paraît, pour le moment, la plus raisonnable. En revanche, l'appréciation d'André FUGIER (*op. cit.*, p. 1005), selon laquelle Napoléon ne se serait jamais informé sur l'Espagne et n'aurait eu que des ambassadeurs ineptes à Madrid me semble excessive et dénuée de fondements.

RÉSUMÉS

Les rapports entre l'Espagne et la France après la Paix de Bâle se caractérisent par la continuité dans les motivations de fond d'une alliance politique, ainsi que par le maintien de l'attitude hégémonique et interventionniste de la France. Faute d'un véritable plan spécifique pour l'Espagne, la cohérence de la politique de Napoléon se comprend, malgré la complexité des décisions et des intérêts en jeu, plutôt par la trajectoire des rapports entre les deux pays depuis 1795. En outre, la prudence avec laquelle Napoléon prenait ses décisions, l'importance qu'il concédait au fait de disposer d'une information complète et rigoureuse comme élément préalable aux décisions politiques, la soigneuse sélection d'hommes de confiance pour les positions clefs de la diplomatie, de l'armée, ou du pouvoir délégué, n'ont pas empêché une excessive confiance en lui-même et la croyance en un certain nombre de clichés sur l'Espagne.

Napoleon, Heir to the Relations between Spain and Revolutionary France (1795-1804)

The relations between Spain and France after the Peace of Basle were characterised by continuity in the basic need felt for a political alliance, together with the maintenance of France's hegemonic and interventionist stance. In the absence of any true specific plan for Spain, the consistency of Napoleon's policy is explained, despite the complexity of the decisions and interests at stake, by the sheer momentum of the two countries' relations since 1795. Moreover, the caution with which Napoleon took his decisions, his need for clear and complete data as a prerequisite to policy decision-making, his careful selection of reliable men for key diplomatic, military or delegated posts, did not preserve him from excessive self-confidence and the belief in a number of clichés about Spain.

INDEX

Mots-clés : Espagne, Directoire, Consulat, politique internationale, Charles IV, Godoy, alliance France-Espagne

AUTEUR

LLUÍS ROURA I AULINAS

Universitat Autònoma de Barcelona, Departament d'Història Moderna